



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 20 OCTOBRE 1984

N° 272

PRIX ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F 00

Editorial

ANTI-RACISTES ? OU ANTI-GRE- VISTES ?

La grève de l'hôpital en Guadeloupe a suscité de nombreuses discussions et prises de positions parce qu'elle aurait eu, disent certains, un caractère raciste, xénophobe, anti-martiniquais.

On se rappelle qu'à l'origine du conflit, il y a le refus, par les travailleurs du service administratif du centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre d'accepter les résultats d'un concours externe. Les travailleurs, en effet, estimaient, non seulement qu'il y avait eu des irrégularités dans le concours, mais qu'il y avait eu «magouille» ! La plupart d'entre eux pensaient qu'il aurait été plus simple et plus juste de former quelqu'un qui était déjà dans le service administratif, à occuper le poste qui avait été mis en concours. Poste sur lequel travaillait d'ailleurs un contractuel, non titulaire. Les syndicats qui dirigeaient la grève, ont repris à leur compte la revendication d'annulation du concours. Mais d'une certaine façon, ils se sont faits un peu «piéger» par la direction et la préfecture en cherchant avec celles-ci des solutions administratives au lieu de s'en tenir à la ferme affirmation de leur propre revendication. Et c'est alors que l'accent fut mis sur le fait que le candidat désigné par le concours était un Martiniquais. L'immense majorité du personnel n'a jamais pris une position anti-martiniquaise à son égard, contrairement à ce qu'a affirmé la presse. Et les syndicats de l'hôpital, y compris l'UTS, ont à plusieurs reprises publiquement réaffirmé que leur objectif était l'annulation du concours, purement et simplement. C'est alors qu'on a vu un tas de gens qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs, enfourcher le cheval de l'anti-racisme, (et là nous ne parlons pas des craintes affirmées dans le camp ouvrier et des appréciations portées par d'autres camarades et d'autres syndicats qui sont tout à fait légitimes, et nécessaires pour vérifier si on est dans la voie juste). Nous voulons parler ici des autorités sous-préfectorales et de tout un tas de gens qui se soucient comme d'une guigne des intérêts des travailleurs, qu'ils soient martiniquais ou guadeloupéens et qui brusquement se sont découvert une ame d'anti-racistes. Hugodot et Cie, conscients qu'il fallait s'opposer à tout succès de la grève des travailleurs de l'hôpital, se sont mis à agiter le problème de l'antiracisme. Il est étrange que des gens qui sont eux-mêmes membres d'une administration qui perpétue ici le racisme of-

Suite page 4

Guadeloupe

PROTESTATION DES AVOCATS CONTRE UNE BAVURE POLICIERE



Mercredi 17 octobre se déroulait aux alentours du tribunal de Pointe-à-Pitre une manifestation d'un type particulier.

Les avocats de la Guadeloupe entendaient protester énergiquement à la suite d'une bavure policière qui a touché l'un d'entre eux, Me Gallas dans le

cadre de l'affaire de la tentative d'assassinat de la bijoutière de Pointe-à-Pitre.

En effet, d'après certains journalistes, cet avocat aurait fait l'objet d'une dénonciation d'un policier qui affirmait qu'il était sur les lieux au moment du crime. Suite à cette dénonciation, l'avocat aurait été mis en garde à vue durant

près de 24 h alors même que des vérifications avaient pu être faites rapidement et attestaient qu'il ne pouvait être mis en cause. De plus son domicile était perquisitionné en l'absence du bâtonnier de l'ordre des avocats et sans même que celui-ci soit tenu au courant de l'affaire, comme cela doit se faire légalement. Alors, les avocats de Guadeloupe se mettent en colère, à juste titre. Estimant qu'ils ne bénéficient plus des garanties minimum qui leur permettent d'exercer librement leur profession, ils protestent et demandent le départ des responsables de cette «bavure».

Et on comprend que les avocats aient protesté !

Aujourd'hui le fait qu'un avocat soit personnellement concerné par de tels procédés et que l'ensemble de la profession proteste énergiquement, oblige l'information des médias à se faire largement l'écho de leurs protestations.

Mais de tels abus de pouvoir policier et judiciaire sont loin d'être exceptionnels et s'exercent bien souvent à l'ombre des pièces de gardes à vue et des cellules, où policiers et gendarmes ou autres forces de répression se moquent ouvertement des lois en vigueur dans leur propre état. Et lorsqu'il s'agit de petites gens, personne ne s'en indigne.

Martinique

TOURISME : UN SUCCES DES TAXIS

Après que les chauffeurs de taxis aient dénoncé les conditions dans lesquelles se faisait la répartition des touristes de croisière, on a assisté à une véritable campagne de presse de Roger Albert et de la préfecture pour les accabler.

Ceux-ci avaient dénoncé, on s'en souvient les profits faits par les agences de voyage et notamment par Roger Albert qui de par sa position organisait un racket sur les transports de touristes.

Alors Roger Albert proteste : il touche 92 francs par touriste seulement. Or d'après les chiffres de Roger Albert lui-même, il y a eu 39 283 passagers qui ont fait un voyage touristique organisé par lui-même, pour la saison de croisière 1983-1984, ce qui donne la somme de 3.600.000 francs (360 millions de centimes). Voilà une véritable rente de situation dont jouit cette agence de voyage, alors qu'on ne voit pas

très clairement le service qu'elle rend à la clientèle. Et Roger Albert sait bien ce qu'il fait en se gardant bien par exemple de transporter effectivement des touristes : quand on a un moelleux et charnu à souhait, pourquoi s'embêter à compliquer la sauce !

Bien entendu, ce capitaliste n'hésite pas à faire un véritable tour de passe-passe, en laissant entendre que tous les passagers dont son agence de voyage n'a pas organisé les visites touristiques s'adressent directement aux taxis. Et ainsi, il veut faire croire que les propriétaires de taxis auraient eu 131.015 passagers à leur disposition pour la même année 1983-1984 ! C'est vraiment se moquer du monde. Roger Albert fait comme si tous les touristes américains débarqués à Fort-de-France n'ont rien de plus pressé à faire que d'aller vérifier la qualité des coussins des taxis de la Martinique. Or tout un chacun constate

qu'une bonne partie de ces touristes visitent Fort-de-France à pied. Le seul qui ne perd pas dans l'affaire est encore Roger Albert, avec sa parfumerie, ses souvenirs et autres cadeaux !

Et qu'il se défende ainsi montre bien comment son commerce est lucratif : personne ne veut lâcher l'os qu'il détient.

Et il faut remarquer que personne n'a contesté les dires des propriétaires de taxis, à savoir que Roger Albert détourne les visiteurs vers les cars avec lesquels il fait plus d'argent.

Et le bien fondé des revendications a été reconnu finalement, puisque le tarif de leur course est passé de 255 francs à 310 francs pour le circuit touristique type, d'une part ; d'autre part on leur a confirmé un volume de passagers égal à 70 % du nombre de touristes débarqués !

J.B.

L'inquiétude a de nouveau régné à Wall Street en ce début de mois d'octobre. En effet, une fois encore, un établissement bancaire des Etats-Unis a connu de graves difficultés. La First National Bank, l'une des dix premières banques américaines, annonçant qu'elle avait perdu 70 millions de dollars au troisième trimestre de l'année 84, et que le montant de créances qu'elle ne pourrait pas recouvrer s'élevait à 279 millions de dollars.

Cette affaire survenant après bien d'autres du même genre a soulevé des craintes dans les milieux bancaires et entraîné des pertes pour d'autres banques qui avaient partie liée avec la First National Bank dans ses opérations de crédit.

Mais ce qui est intéressant à noter, au moment où l'on continue encore de parler de « reprise économique » aux Etats Unis, c'est que les difficultés bancaires actuelles sont liées à des difficultés de certains secteurs de l'économie

américaine, et à l'endettement excessif de débiteurs étrangers. L'origine des difficultés de la First National Bank of Chicago, se trouveraient dans des opérations douteuses d'une société saoudienne de construction, dans la défaillance d'une société américaine de raffinage et de commerce pétrolier, Apex Oil, et dans les difficultés éprouvées par plusieurs sociétés de l'industrie sucrière, appartenant aux milliardaires Hunt.

Evidemment, les difficultés actuelles de la First National Bank of Chicago ne sont pas comparables avec les secousses qui avaient créé en mai 1984 un début de panique dans les milieux financiers américains, lorsque successivement, les 10 et 24 mai, les huitième et quatrième banques américaines se trouvèrent au bord de la faillite. Le renflouement de la Continental Illinois avait mobilisé jusqu'à 4,5 milliards de dollars. La banque centrale des Etats Unis avait dû intervenir et enrayer la panique en annonçant qu'elle garantissait tous

les dépôts de la Continental Illinois. Et lorsque la Manufacturers Hanover Trust se trouva elle aussi menacée, l'Etat américain dut intervenir illico car l'alerte était encore plus chaude que précédemment.

On le voit, le revers de la fameuse reprise et de la glorieuse montée du dollar, c'est une incertitude croissante dans le système bancaire américain. Car la cause de la vulnérabilité des grandes banques américaines, c'est l'importance des crédits qu'elles ont à leur actif, en particulier en Amérique Latine, mais aussi l'endettement excessif même d'autres types de débiteurs américains. Le monde capitaliste fonctionne avec un endettement colossal, dont beaucoup de banques américaines sont les principaux fournisseurs. La politique de déficit budgétaire et les hauts taux d'intérêts qui attirent les capitaux étrangers se font au détriment de la bonne marche de ces banques qui sont obli-

gées de payer le taux fort sur le marché des capitaux.

Mais à ces incertitudes, s'ajoute le problème des capitaux flottants qui, attirés aujourd'hui aux Etats-Unis par l'importance des taux d'intérêts américains peuvent tout aussi bien refluer vers l'Europe si la crainte du plafonnement puis de la baisse du dollar se fait sentir.

L'instabilité du système financier et monétaire a créé un gouffre qui se creuse un peu chaque jour. De l'incapacité des pays pauvres à rembourser leur dette, lesquelles s'aggravent avec la montée du dollar, aux craquements dans le système bancaire américain, tout est en place pour que survienne un effondrement financier. Ce qui entraînerait alors des répercussions très graves pour l'ensemble de l'économie mondiale ; et probablement un effondrement de la production elle-même dans beaucoup de pays.

DOSSIER : LE DOLLAR ET LA CRISE ECONOMIQUE

« Cours historique du dollar », « le billet vert continue sa course folle ». C'est maintenant tous les jours que l'on annonce l'ascension de la monnaie des USA en des termes devenus courants dans la presse.

Qu'est-ce qui fait ainsi monter le dollar après qu'il ait connu il y a quelques années un cours très bas ? Quelles conséquences cela a-t-il sur l'économie mondiale, sur les classes laborieuses, sur les pays pauvres ?

Quel rapport y a-t-il entre cette hausse du dollar et la crise économique mondiale ?

LA MONNAIE DU PAYS LE PLUS PUISSANT

Avant toute chose, il faut dire que le dollar est la monnaie du pays le plus riche du monde, c'est elle qui sert aux échanges commerciaux de tous les pays.

En effet, depuis la 1^{ère} guerre mondiale, les Etats Unis sont devenus la première puissance impérialiste. Et depuis la deuxième guerre mondiale, le fossé s'est encore agrandi entre ce pays et les autres puissances impérialistes d'Europe et du Japon. C'est donc ce pays qui détermine depuis des années la vie économique et politique de la planète. C'est pour cela que les problèmes monétaires et économiques des USA influent directement sur le reste du monde.

Il y a 55 ans, la crise de 1929 est d'abord partie des USA et a eu des conséquences dans le monde entier, et en définitive elle a débouché sur la deuxième guerre mondiale.

Et c'est bien des USA qu'une fois de plus, est parti le remue-ménage monétaire qui a été l'une des premières manifestations de la crise actuelle.

La crise aujourd'hui est profonde, mais il est difficile de dire à quel point, et si l'effondrement de l'économie mondiale est proche ou lointain.

De même qu'on ne peut dire d'où partira le mouvement décisif qui amènera un tel effondrement.

Cependant, des phénomènes comme la montée vertigineuse du dollar, loin d'être un signe de bonne santé de l'économie mondiale, signifient tout le contraire. Elle signifie un afflux de capitaux vers les Etats Unis où l'argent trouve à la fois des taux d'intérêts plus intéressants qu'ailleurs, mais aussi la sécurité relative d'un état stable et fort.

Il est vrai cependant que le « sanctuaire américain » ne résisterait pas à une faillite de son système bancaire, et on verrait des capitaux repasser l'océan à grande vitesse pour fuir la banqueroute.

En réalité, le monde capitaliste est tellement malade que même la situation de « sanctuaire » est elle aussi très aléatoire.

L'évolution qui a conduit à la situa-

tion d'aujourd'hui remonte à des dizaines d'années.

Pour sortir de la crise des années 30, les puissances capitalistes se sont jetées dans la guerre.

Puis l'après guerre a été occupée par la reprise économique. Mais cette reprise a été marquée du même sceau que les années d'avant guerre : le marché capitaliste est un marché limité qui ne peut absorber une production capitaliste anarchique par définition.

La période de prospérité qui va jusqu'au début des années 60 contient en elle-même tous les germes des crises qui vont éclater, début 70 et se développer jusqu'à aujourd'hui.

L'APRES GUERRE : REPRISE DU COMMERCE MONDIAL

Les USA, qui étaient déjà la première puissance du globe, ont encore renforcé leur hégémonie après la deuxième guerre mondiale. L'Europe, détruite, n'a pu faire redémarrer son économie que grâce à l'apport massif de capitaux américains. Des accords prêt-bail furent passés avec les états européens et furent suivis par le plan Marshall.

Les dollars envahirent alors l'Europe et le monde entier.

Ainsi en France, 81 % des dépenses extérieures n'étaient pas couvertes en 1945, et un peu moins (72,5 %) en 1946. Ces déficits ont pu être comblés grâce à l'apport régulier de dollars du plan Marshall. En 1948, 754 millions de dollars et en 1949, 855 millions au titre de l'aide du plan Marshall permirent de redresser la situation.

Mais c'est tout le commerce mondial qui a pu redémarrer après la guerre, grâce à l'intervention des Etats Unis. L'économie capitaliste put repartir ; les échanges commerciaux reprurent de la vigueur, passant en 10 ans de 56 milliards de dollars à 113 milliards en 1966, puis continuèrent à augmenter pour atteindre en 1970 les 302 milliards.

Mais aussi bien cette intervention d'après guerre que celles qui vont suivre, pour d'autres raisons, dans le monde entier, vont pousser l'Etat américain à financer ses dépenses en fabricant toujours plus de sa monnaie-papier : le dollar.

Le fameux « billet vert » se fabrique à la planche à billets, comme n'importe quelle monnaie fragile des autres pays industrialisés. Et l'Etat américain ne s'en privera pas.

Cela devait avoir un moment, des conséquences sur la monnaie américaine et partant sur l'ensemble du système monétaire international.

Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, les Etats-Unis ont été de plus en

plus amenés à intervenir pour sauvegarder dans les pays pauvres, les intérêts généraux de l'impérialisme contre les possibilités de révoltes populaires ou de glissement vers le camp soviétique de pays du tiers monde écrasés par les puissances impérialistes.

Des régimes fantoches, des dictatures militaires furent mises en place ou soutenues, à coups de dollars ou d'interventions militaires.

Et c'est la plus importante d'entre elles, au Viet Nam qui allait peser lourd dans l'évolution qui conduisit à la crise du dollar.

LA CHUTE DU DOLLAR

Aux Etats Unis, l'inflation est telle que les prix des produits étrangers sont plus bas et leur permettent de concurrencer les produits américains. La balance commerciale des Etats Unis commence à se détériorer. En même temps, le fait d'avoir dépensé de formidables sommes à l'extérieur, pour financer investissements et charges militaires ont conduit au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. De 1965 à 1973, l'économie américaine a connu un endettement qui est passé de 1 235 milliards de dollars à 2 526 milliards.

Dès le début des années 60, la belle confiance qui fit la gloire du dollar allait s'effriter par à coups et conduire finalement à une période de crise monétaire qui elle-même ne constituera que le masque d'une crise plus profonde qui touchera par la suite la production elle-même. Apparue au grand jour en 1974-75, cette crise n'a cessé de se développer pendant les 10 dernières années.

Comme pour d'autres monnaies, c'est le fait que les Etats Unis aient financé leurs dépenses intérieures et extérieures, en fabriquant de la monnaie sans valeur, qui a provoqué les secousses que l'on a connues dans le système monétaire international. Etant donné la place qu'occupe le dollar dans les échanges internationaux, et que cette monnaie servait pratiquement de monnaie de réserve à tous les Etats, les premiers craquements auront des conséquences non seulement à l'intérieur des Etats Unis, mais dans le monde entier.

Au cours des années 60, le dollar se déprécia. Il y en avait tellement qu'il perdit de sa valeur. Les prix augmentèrent peu à peu, avec des hauts et des bas, ce dollar qui avait toujours oscillé autour de 5F finit par tomber pour atteindre la barre de moins de 4F en janvier 1980. Il faut dire que 9 ans avant, en août 1971, le gouvernement Nixon avait décidé que le cours du dollar ne serait plus fixé sur l'or. Il devait sortir du système de « Bretton Woods ». Les accords internationaux de Bretton

Woods en 1944 stipulaient que toutes les monnaies devaient être indexées sur l'or. En fait, ce n'était là que la légalisation d'un état de fait. Car depuis bien longtemps, c'est en réalité le dollar qui avait remplacé l'or dans les réserves des banques centrales de tous les pays. C'est donc le dollar qui devient officiellement la devise internationale, la monnaie dans laquelle se fait le commerce international. Les monnaies n'auront plus de parité fixe les unes par rapport aux autres. Il y aura un marché des changes flottant. C'est à dire que comme pour toutes les marchandises, le cours des monnaies va varier en fonction de l'offre et de la demande. Le « commerce international » de l'argent deviendra alors une activité très lucrative pour les capitalistes. Une bonne prévision sur une monnaie peut alors rapporter gros, plus que la marchandise vendue, ou même que le profit. C'est le règne du spéculateur. Acheter un dollar à un prix et le revendre 15 ou 20 % plus cher quelque temps après, lorsque cela porte sur des centaines de millions, on devine le joli magot empoché par les capitalistes spéculateurs par un simple jeu d'écriture ! Mais même sans avoir une volonté délibérée de spéculer, les entreprises capitalistes, les banques face au système des changes flottants, sont obligatoirement amenés à la même conduite que de vulgaires spéculateurs !

Puis il y a un enchaînement qui conduit à l'augmentation générale de l'endettement et à l'augmentation de la spéculation. Les Etats tentent par leur intervention (et par leur endettement) de relancer l'économie. Des crédits énormes sont déversés dans l'économie mais ne servent pas au développement de la production. Les profits rapportés par le placement d'argent aux USA sont plus intéressants que le profit moyen rapporté dans des investissements productifs à une époque d'incertitude économique.

Ce sera une des causes de la réduction de la production dans le courant des années 70 et 80 aux USA et en Europe. Cette réduction aura cependant d'autres causes : par exemple le renchérissement général des biens dus à la « crise pétrolière » organisée de toute pièce par les trusts pétroliers. Ceux-ci organiseront une pénurie artificielle de pétrole pour augmenter les prix et maintenir leur profit. Cela aura pour conséquence une réaction en chaîne et on assistera à une augmentation généralisée de tous les produits.

La situation des travailleurs, des classes laborieuses s'aggrave alors aux USA. Le chômage va augmenter. L'industrie automobile licencie à tour de bras. Des usines ferment, on comptera 10 millions de chômeurs aux USA, 30 millions sur l'ensemble des pays capitalistes développés. Ce sera aussi le ralentissement du commerce international.

Les travailleurs de l'hôpital imposent leur droit de regard sur ce qui se décide dans leur entreprise : un exemple à suivre.



Les travailleurs de l'hôpital au cours d'une grève.

Alors que les travailleurs du Centre Hospitalier du service administratif, en étaient à leur troisième semaine de grève, ils ont reçu à la fois plus de soutien et plus de coups.

Le soutien est venu de l'ensemble des travailleurs de l'hôpital, qui ont décidé d'entrer en grève mercredi, et jeudi

pour s'opposer à la direction, à la DDASS et au préfet. Mais ils ont reçu aussi plus de coups de la part de tous ceux qui ont cherché à faire croire qu'il s'agissait d'un mouvement anti-martiniquais. En effet, on a vu successivement un conseiller général de droite, le préfet, des journalistes des radios officielles, se donner la main pour taper sur

les grévistes de l'hôpital, les traitant de racistes.

Qu'il y ait eu des travailleurs, ou même des syndicalistes pour s'être laissés contaminer par le virus raciste anti-martiniquais, c'est certain, mais l'immense majorité des travailleurs de l'hôpital, conscients du danger raciste et des rumeurs qui couraient à l'extérieur de l'hôpital, ont pris très explicitement position contre toute orientation raciste de leur lutte.

Que veulent les travailleurs de l'hôpital ? Quelle est la nature profonde de leur mouvement ? On peut résumer la situation ainsi :

— D'une part les autorités officielles dans un concours externe (d'ailleurs entaché d'irrégularités) ont voulu imposer un candidat à eux à un poste de responsabilité dans l'hôpital.

— D'autre part, le personnel du service administratif concerné, a estimé lui que cette procédure n'était pas valable, et qu'on pouvait trouver dans le service quelqu'un capable de remplir un tel poste, en particulier l'agent qui occupait déjà cette fonction sous contrat.

Dès lors, le conflit est venu du choc de deux volontés contraires, l'une s'appuyant sur l'autorité officielle, l'autre qui sortait des travailleurs. Ceux-ci affirmaient leur droit de dire leur mot sur le recrutement de personnel dans un service qui les concerne. Pour faire triompher leur revendication, ils ont su s'appuyer sur l'ensemble du personnel de l'hôpital.

Pour tous les travailleurs de Guadeloupe, cette grève de l'hôpital est très importante. Dans cette période de crise, il est en effet extrêmement important que les travailleurs aient un droit de regard sur ce qui se passe dans leur propre entreprise. Une certaine confusion a régné au sein de l'hôpital, la grève a été en grande partie contrôlée par les syndicats, et de ce fait, les travailleurs n'ont pas pu donner toute leur énergie.

Ils n'empêchent que malgré ces différents handicaps, ils sont en passe au moment où nous écrivons de faire reculer la direction et d'affirmer devant tous les travailleurs et à la face des autorités et des patrons en tout genre que les travailleurs ont leur propre droit démocratique de contrôler ce qui se passe dans leur entreprise. Et encore plus quand il s'agit d'embauche et de licenciements !

Ce qui a été fait à l'hôpital est possible ailleurs. Et en particulier dans le secteur privé.

Mais si à l'hôpital, les travailleurs n'ont pas pu contrôler réellement l'ensemble de leur mouvement, bien que leur présence et leur participation active à la grève ont obligé les syndicats à tenir compte de leur volonté, dans d'autres secteurs il s'agira que les travailleurs mettent toute leur énergie dans la balance. Les meilleures conditions pour le faire, c'est élire eux-mêmes ceux qui devront diriger leur lutte. Car c'est ainsi qu'ils pourront être les plus efficaces.

Martinique Échos des Assurances sociales

La nouvelle direction des A.S a décidé d'accorder une sortie anticipée d'une heure ou deux le vendredi, aux groupes de travail qui n'auront plus de dossiers en solde.

Ce qui selon certains est louable, n'est en fait qu'une manœuvre réactionnaire.

Pourquoi ?
HEURES SUPPLEMENTAIRES

Cela pousse aux heures supplémentaires, alors que depuis 2 ans on n'embauche plus à la Caisse et on ne remplace plus les départs à la retraite.

SANCTIONNE LES INEGALITES
Nul n'ignore que deux individus ne

peuvent avoir le même rythme ni le même rendement au travail. En poussant ceux qui sont les mieux adaptés à ce travail, la direction ne veut-elle pas imposer de nouvelles normes, pour culpabiliser les autres ?

UNE ATTITUDE REVELATRICE

Alors qu'elle a trouvé toutes sortes de prétextes pour refuser la sortie anticipée : la veille d'un jour férié, et plus précemment qu'elle a également refusé une heure en compensation au bruit occasionné par le chantier du Trésor, cela témoigne sans doute de son aversion pour nos droits et de son penchant sérieux pour la division.

FORT DE FRANCE COINCE

Les élèves de l'école «B» des Terres-Sainville auront donc quelques jours ou peut-être même quelques semaines de congés supplémentaires.

L'explication officielle de cet état de fait serait que les travaux de nettoyage après la réfection de l'école ne sont pas terminés. C'est tout à fait exact, tout comme il est tout à fait exact qu'il n'y a que trois femmes de service pour nettoyer toutes les classes, enlever les gravats, remettre en place tables et chaises qui sont pour l'heure introuvables !

Pourtant depuis longtemps ces travaux étaient programmés, du moins en ce qui concerne leur commencement. Tout comme l'année dernière à la «maîtrise» de la place des Terres-Sainville à

quelques 200 m plus bas. Là non plus, la rentrée n'avait pu avoir lieu pour les mêmes raisons.

Quant aux élèves de Cassien Sainte-Claire, ils n'auront tout simplement pas de cantine. Dans ce cas il s'agirait d'un manque de coordination entre l'administration municipale et le rectorat. Le collège ayant évolué de son statut de municipal à celui de national. Le problème, c'est que le statut de la vaisselle lui n'a pas évolué.

Ces cas ne sont pas des exceptions, ils constituent deux exemples connus parce que dénoncés par les parents outrés de l'attitude désinvolte des administrations tant municipale que rectorale.

Guadeloupe.

ENTREPRISE SERIAL : UN JEUNE TRAVAILLEUR MOLESTÉ ET BATTU PAR SES PATRONS BLANCS

Un jeune travailleur a été récemment licencié et battu par ses patrons blancs. Cela s'est produit à la société Serial, une société d'imprimerie située, rue Nassau à Pointe-à-Pitre.

Cette société comme la plupart des entreprises des Antilles se trouve dirigée par un patron blanc, Philippe Lhôte venu de France, secondé par un blanc créole, Nesty. Tous les deux ont ceci de commun : les nègres pour eux, doivent se contenter de travailler à n'importe quelles conditions, et doivent surtout se taire et ne manifester aucune volonté de rejeter l'exploitation.

A preuve quelques travailleurs qui ont tenté de monter un syndicat pour résister au mépris et à l'exploitation de Lhôte et de Nesty, sont, quelques jours seulement après leur tentative, licenciés. Bien évidemment la section syndicale avorte, mais Lhôte et Nesty ne s'en tien-

nent pas à cela. Ils iront plus loin en montant une section syndicale Force Ouvrière, ce pour contenir toute nouvelle tentative et disposer d'un syndicat à leur solde.

Mais parmi tous les travailleurs de l'entreprise, il en est qui ne sont pas dupes de la façon de procéder de Lhôte et de son acolyte Nesty. Et à plusieurs occasions il y en a qui vont assez ouvertement le faire savoir.

C'est le cas notamment d'un jeune qui sera parmi les premiers à se syndiquer et qui ensuite après la mort de la section syndicale, ne s'en laissera pas compter par les rodomontades de Nesty.

Celui-ci pour tenter de l'intimider, n'hésitera pas à utiliser tous les moyens. Ainsi un après-midi, alors qu'il vient à peine de commencer à travailler, ce jeune voit arriver un des patrons, furieux, une chaîne dans une main, et

dans l'autre un poignard. Fonçant littéralement sur lui, celui-ci lui lance «je t'ai déjà dit que je suis le maître ici et si tu continues je te casserai la gueule». Interloqué par cette agression subite et sans raison apparente, mais gardant tout de même son sang-froid, le travailleur lui demande ce qui lui prend. Aussitôt il arrête de travailler et décide d'aller trouver P. Lhôte. Ce dernier écoute mais ne désapprouve aucunement le comportement de son acolyte.

Bien au contraire, c'est le travailleur qui, quelques jours après recevra une convocation pour entretien préalable avec Lhôte. Au cours de cet entretien, il se fait accompagner du responsable syndical de Force Ouvrière, Moutoucarpin. Là il s'entend dire qu'à cause de son comportement il sera licencié. Il demande qu'on lui dise les motifs réels et sérieux de son licenciement. Au lieu

de le soutenir, Moutoucarpin commence à le traiter de fou, d'emmerdeur et le patron de renchérir.

Le travailleur comprend alors qu'il est victime d'un complot. L'entretien s'arrête sur cet incident. Quelques jours après, il reçoit une lettre l'informant de son licenciement pour le 31 octobre. Il en prend acte, mais il décide de se faire dire clairement les raisons véritables de son licenciement. C'est à ce sujet qu'un après-midi une discussion éclate entre lui, d'une part, et Lhôte et Nesty d'autre part. C'est au cours de cette discussion que Césarini sera poigné simultanément par Lhôte et Nesty, battu et molesté. Il s'en tire avec des entorses multiples et une incapacité de travail de plusieurs jours.

Pour l'heure le travailleur a porté plainte pour coups et blessures et intenté un recours devant les Prud'hommes.

APRES L'AGRESSION DE LA BIJOUTIERE DE POINTE-A-PITRE MOUVEMENT DE PROTESTATION CONTRE LA VIOLENCE OU LARMES DE CROCODILES

A la suite de l'agression dont a été victime une bijoutière de Pointe-à-Pitre, un comité contre la violence, animé par Armand Adélaïde de Pointe-à-Pitre-Renouveau, appelait à une manifestation contre la violence le mardi 16 octobre sur la place de la Victoire.

La chambre de commerce de P-A-P et l'association des petites et moyennes entreprises de leur côté, avaient appelé les commerçants et petits entrepreneurs à fermer leurs portes entre 11H et 13H pour se joindre à la protestation. Ils avaient, comme cela avait été le cas déjà en début d'année à la suite d'attentats, contacté, rapidement leurs membres et leur avaient demandé de se joindre au mouvement.

Malgré l'émotion suscitée par cette nouvelle agression dans la région de Pointe-à-Pitre, le mouvement a été diversement suivi, en dehors des magasins des artères principales de la ville et des agences bancaires qui recevaient des consignes précises de leur société. Certains grands magasins ont laissé leurs rideaux ouverts tel le prisunic de Hibiscus, alors que le prisunic de la rue Frébault lui était fermé.

De plus, la manifestation sur la place de la victoire n'a guère attiré de monde en dehors des commerçants eux-mêmes et de quelques chefs d'entreprises.

Beaucoup de gens, des employés de magasins de Pointe-à-Pitre, Abymes, voyaient dans cette manifestation plus



L'autre violence ! Ils ne protègent pas contre les agressions ! A quoi servent-ils donc ?

une récupération politique organisée par les hommes de Pointe-à-Pitre Renouveau, de la droite et des associations patronales, qu'une réelle prise de position, contre la violence.

Certains employés disaient aussi que les patrons appelaient à manifester aujourd'hui parce qu'un des leurs est touché, mais qu'on n'entendait jamais leur réaction quand un travailleur était agressé et molesté comme cela avait été le cas récemment dans une entreprise de Jarry et aussi à Pointe-à-Pitre au sein de l'entreprise Séréal. On n'entendait pas parler d'eux non plus lorsque cette violence frappait le plus souvent et depuis longtemps, les pauvres, les travailleurs. Alors beaucoup d'employés, mé-

ne si les magasins étaient fermés, n'étaient pas réellement partie prenante dans cette action.

Il n'est pas étonnant que ce type d'action même s'il trouve sa source dans un fait déplorable et grave, n'entraîne pas l'adhésion de grandes masses de gens. Ces derniers sont pourtant eux aussi confrontés bien souvent à la violence sous une forme ou une autre. Mais cette violence là, des patrons, les tenants de l'ordre capitaliste actuel, ne la dénoncent pas. Bien plus, ils la créent.

On ne peut s'élever contre la montée de la violence, en prenant soin d'ailleurs de faire sciemment un amalgame sans aucune nuance entre une action politique, des larcins de petits délin-

quants, ou l'action d'un malfrat patenté et en même temps justifier une société qui est bâtie sur l'exercice quotidien de la violence, celle de l'exploitation par une poignée de privilégiés sur des millions d'individus.

Les faits sont têtus.

La société capitaliste n'a à offrir à la plus grande partie de ses membres, si ce n'est le chômage, les expédients, voire la famine, alors même que techniquement, scientifiquement l'humanité serait parfaitement capable de régler ce type de problèmes.

Une telle société ne peut qu'engendrer aussi la violence.

Il peut s'agir de la violence avec laquelle les hommes règlent leurs problèmes quotidiens entre eux, celle qui s'établit dans les mœurs entre frères, mari et femme, etc, dans la cité.

Il peut s'agir aussi de la violence de ceux qui sous une forme ou une autre ont choisi de ne plus subir la violence exercée par les possédants, les riches, les privilégiés, et de se rebeller. Alors bien entendu, cette violence, lorsqu'elle est exercée de façon aveugle, à toutes les chances de manquer son objectif lorsqu'elle en a un. Elle ne permet pas de se débarrasser de cette société et d'en construire une autre où les rapports entre les hommes seraient différents.

Il n'empêche que les larmes versées sur la montée de la violence en général par ceux qui justifiaient ce système social fondé sur la violence que sont les injustices profondes et criantes, ne sont que des larmes de crocodile.

Suite de l'éditorial

ficiel et n'ont jamais crû devoir s'opposer au racisme blanc officiel, se fassent brusquement les défenseurs des Martiniquais victimes du racisme guadeloupéen ! Les colonialistes sont des gens d'expérience, et aussi d'une suffisance sans égale, persuadés qu'ils sont que les travailleurs colonisés tomberont toujours dans tous leurs panneaux.

Que devaient faire alors les travailleurs, pour ne pas être accusés de racisme contre le lauréat « martiniquais » d'un concours contesté ? Accepter tout simplement l'opinion du préfet, du sous-préfet, de la DDASS et Cie, et rentrer au travail tranquillement, en baissant la tête ?

Beaucoup de commentateurs de la grève n'ont rien compris à ce qui se passe à l'hôpital, ils n'ont pas compris que, outre les problèmes matériels (insuffisance de

crédits, insuffisance de personnel etc...) se pose un gros problème moral au sein d'un hôpital, qui est géré au jour le jour et où les travailleurs n'ont jamais de réponse à leurs problèmes. La grève d'aujourd'hui, c'est non seulement contre le concours qu'elle a lieu, mais aussi contre le fait pour des gens qui administrent l'hôpital si mal, de décider seuls, sans les travailleurs, de certaines choses qui les concernent également.

Mais au fait ! L'hostilité des autorités officielles envers les grévistes ne tient-elle pas justement à leur refus de voir les travailleurs se mêler ainsi dans un service public de ce qui les regarde. Ces gens-là savent bien choisir leur camp, et on peut être certain que ce n'est pas le racisme qu'ils combattent.

Martinique : les frayeurs de Maran

Le sieur Jean Maran, maire et conseiller général de Sainte-Luce, ténor de l'UDF ne manque pas une occasion de se mettre en vedette. Et pour cela, il veut montrer qu'il est un homme d'ordre, respectueux de la loi.

Mais il arrive de temps en temps au bonhomme, involontairement de faire part au public de ses frayeurs.

Ainsi voilà Maran qui déclare son opposition à une expérience qui se déroule actuellement à Sainte-Luce. En effet, des jeunes ont occupé des terres en friches appartenant à Hayot. Sur ces terres, ils ont construit une « ferme modèle », consacrée avant tout aux produits vivriers et au petit élevage.

Maran, bien entendu est contre, selon lui pour un « principe moral » ! En effet, Maran dit ceci : « Parce que le problème aujourd'hui concerne la terre ; demain, ce sera autre chose : les ré-

siences secondaires, les voitures, etc. »

Ainsi Maran montre le bout de l'oreille : les occupations de terre représentent un danger. Parce que si on commence par la terre, on ne sait jusqu'où cela pourra aller : Comme le dit le maire de Sainte-Luce, « demain, ce sera autre chose » !

Bien entendu, Maran ne peut s'empêcher de fantasmer : les occupants s'attaqueraient aux résidences secondaires ou aux voitures des gens.

Quant à nous, nous pensons qu'il y a suffisamment de milliers d'hectares de terres à occuper, suffisamment d'entreprises à prendre en mains avant que les pauvres s'occupent des maisons ou des voitures. En tout cas, tous ceux qui se dressent contre la propriété capitaliste sont sur la bonne voie : les frayeurs d'un serviteur des capitalistes (et des blancs) comme l'est Jean Maran suffisent à le prouver.

Quand PCG et UJCG demandent un procès « juste et équitable » à la justice coloniale

A l'occasion de la journée internationale de solidarité pour la libération des prisonniers politiques, le Parti Communiste Guadeloupéen et l'Union de la jeunesse communiste guadeloupéenne, ont fait le 10 Octobre 1984 un communiqué de soutien à tous les emprisonnés politiques dans le monde. Ils « dénoncent l'incarcération abusive pour délit d'opinion des milliers de prisonniers politiques dans le monde ». Pour ce qui est des déclarations générales dans le monde, le PCG et l'UJCG se montrent clairement et ouvertement du côté de ceux qui luttent. Mais, curieusement, là où ces organisations militent, en Guadeloupe, le soutien faiblit et se réduit à demander pour les militants guadelou-

peens emprisonnés, non pas la libération immédiate mais un « procès juste et équitable ».

Bien sûr, PCG et UJCG ne sont pas d'accord avec les actes terroristes. Ils l'ont déjà exprimé clairement. Mais cela permet-il d'excuser que des militants qui se réclament des idées communistes et disent se battre contre le colonialisme français acceptent de laisser croupir dans les geôles coloniales des militants détenus pour leurs idées. Ces prisonniers sont bien sur accusés d'actions terroristes, mais tout d'abord ils ne les ont peut être pas commises, et de toutes façons s'ils ont été conduits au terrorisme c'est justement à cause de la situation coloniale en Guadeloupe. Le

PCG et l'UJCG ne voient ils pas que les injustices, le racisme officiel, le chômage, l'émigration forcée qui n'est même plus une solution, sont les ferments d'une colère qui devait éclater à un moment ou un autre. Ces organisations ne reconnaissent-elles le droit des opprimés à se révolter que partout ailleurs qu'en Guadeloupe ?

Enfin quel anti-colonialiste conséquent peut-il imaginer qu'un procès « juste et équitable » soit possible dans les tribunaux de Guadeloupe ?

Non, réellement jeter les emprisonnés politiques guadeloupéens dans les griffes de la justice coloniale, c'est leur offrir un bien curieux soutien.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728